

Exportation de marchandises militaires du Canada

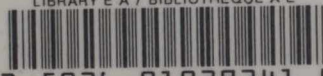
Rapport annuel 1999



exportations

Annual report export of
military goods from Canada

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029341 6

Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel 1999

Décembre 2000

Direction des contrôles à l'exportation

Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Internet : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>



Table des matières

Avant-propos	1
Politique de sécurité et contrôle des armements	1
La politique de contrôle des exportations et sa mise en application.....	4
Statistiques sur les exportations militaires	6
Notes sur la méthodologie	8
Tableaux et graphiques	
Tableau 1 : Ventilation des exportations de marchandises militaires selon les catégories de sécurité et de revenu	9
Graphique 1 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination	10
Tableau 2 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination	11
Tableau 3 : Exportations de marchandises militaires par groupement de composantes.....	14
Tableau 4 : Exportations de marchandises militaires selon le numéro de la liste de contrôle d'exportation	24
Annexes	
Annexe 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (armes automatiques — LPDAA).....	25
Annexe 2 : Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar	26
Annexe 3 : Description de la liste de contrôle du matériel du Groupe 2 (munitions).....	27
Annexe 4 : Renseignements additionnels	29

Avant-propos

Politique de sécurité et contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada et elle constitue un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement de 1995, *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». C'est pourquoi le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et mondial.

Le Canada a pour politique de reconnaître le droit de toutes les nations de satisfaire leurs besoins légitimes de défense. Ce droit est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations Unies. Par contre, le Canada est d'avis que le surarmement peut avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Le Canada travaille activement à promouvoir une plus grande transparence du commerce des armes classiques. Dans le cadre de cet effort, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) publie le *Rapport annuel sur l'exportation de marchandises militaires du Canada* depuis 1990. Nous nous sommes efforcés, avec le temps, d'en améliorer le contenu, en y augmentant le niveau de détail concernant les divers types de marchandises que le Canada exporte. Nous espérons que les autres pays s'efforceront de satisfaire à la même norme d'information.

Un des pivots des efforts internationaux pour favoriser une transparence accrue en ce qui a trait au commerce des armes classiques et du matériel et des technologies à double usage, ainsi que l'exercice de responsabilité des pays fournisseurs est l'Entente de Wassenaar, conclue en 1996, avec la participation du Canada. Cette entente a pour objectif de contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales en prônant la transparence et une plus grande responsabilité dans les transferts d'armes classiques ainsi que des biens et technologies stratégiquement importants, de manière à empêcher la constitution d'arsenaux déstabilisateurs dans les régions à risque. Par le biais de leurs politiques nationales respectives, les 33 États participants cherchent à éviter que les transferts de ces articles et technologies ne contribuent à l'expansion ou à l'accroissement de capacités militaires qui saperaient ces objectifs, ou ne soient détournés vers le soutien de telles capacités.

Le Registre des armes classiques des Nations Unies est un autre instrument qui favorise grandement la transparence, la confiance et une sécurité globale accrue. Le Canada a également milité en faveur de la création du Registre des armes classiques, créé par le Secrétaire général des Nations Unies en janvier 1992, et a été parmi les premiers pays à y contribuer. Nous avons aussi participé aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques, convoqué par le Secrétaire général en 1994 et 1997. Nous participons en outre activement au Groupe d'experts gouvernementaux convoqué cette année (2000) par le Secrétaire général pour revoir le fonctionnement du Registre, dont nous continuons de

préconiser le développement et l'enrichissement. Pour constituer le Registre, tenu à jour au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, tous les États membres de l'ONU sont invités à verser chaque année de l'information sur leurs importations et leurs exportations de sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Depuis la création du Registre, plus de 90 pays y ont versé chaque année de l'information, et quelque 70 d'entre eux l'ont fait de façon systématique, dont le Canada. En tout, 138 pays ont fait parvenir des données pour au moins une année. Tous les principaux exportateurs d'armements et la plupart des principaux importateurs soumettent chaque année des rapports, et la plupart des régions géographiques y sont raisonnablement représentées. Couvrant plus de 90 p. 100 du commerce international des principales armes classiques, le Registre est aujourd'hui une source d'information importante et pertinente.

Le Canada compte parmi les pays, de plus en plus nombreux, qui communiquent aussi volontairement des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires de produits nationaux. Cela va au-delà du minimum exigé par les Nations Unies et contribue pour beaucoup à la transparence mondiale concernant les capacités militaires. Nous incitons les autres pays à transmettre eux aussi ces données et à améliorer à d'autres égards leur contribution en s'assurant que les données fournies sont exactes, complètes et accompagnées de tout autre renseignement de base pertinent.

En plus des efforts qu'il déploie aux Nations Unies pour améliorer et enrichir le Registre, le Canada joue un rôle de premier plan au sein des organisations régionales en stimulant le dialogue sur les données versées au Registre et en appuyant la création de registres régionaux répondant aux préoccupations de sécurité spécifiques des États membres de l'organisation. Nous avons obtenu beaucoup de succès à cet égard au sein de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). De plus, nous continuons de travailler avec nos partenaires en vue d'améliorer le dialogue avec le Forum régional de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Le Canada a en outre joué un rôle important dans l'élaboration, en 1996, d'un ensemble de lignes directrices des Nations Unies concernant les transferts internationaux d'armes, et il applique entièrement les principes régissant les transferts d'armes conventionnelles adoptés en 1993 par l'OSCE. Suite à son adoption en juin 1998, le Canada a aussi officiellement endossé le nouveau Code de conduite en matière d'exportation d'armes de l'Union européenne.

Le problème soulevé par certaines catégories d'armes, comme les mines terrestres et les armes légères, fait aussi partie du défi de la gestion des armes classiques. Sur la question des mines terrestres, le Canada peut se réjouir de la conclusion de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, lors de la Conférence d'Ottawa qui s'est tenue du 2 au 4 décembre 1997. Jusqu'ici, plus de 133 États ont signé la Convention. Le 1^{er} mars 1999, la Convention est entrée en vigueur en tant qu'instrument juridique international contraignant, après avoir été ratifiée par le nombre requis de 48 États.

Le Canada a aussi ratifié les protocoles II et IV de la Convention sur certaines armes classiques, qui régleme l'utilisation des mines terrestres et d'autres armes inhumaines. Cet instrument demeure important, surtout pour les pays qui ne désirent pas encore signer le Traité d'Ottawa.

Le Canada, en collaboration avec des partenaires de même opinion, cherche des moyens de freiner la prolifération des armes légères qui, dans un grand nombre de pays en développement, nuisent aux efforts déployés dans les domaines de la sécurité et du développement, en plus de contribuer à la souffrance humaine. Le Canada adopte une approche en trois volets à ce défi, en abordant le problème du contrôle des armements, de la prévention de la criminalité et de la consolidation de la paix aux échelons mondial, régional et national. Cette approche intégrée privilégie les questions d'offre et d'exportation et cherche à régler les problèmes de stocks excédentaires après un conflit et à réduire la demande d'armements. Le problème des armes légères est perçu comme partie intégrante de la prévention et de la gestion des conflits, du rétablissement et du maintien de la paix, et des mesures de reconstruction après un conflit.

Dans le volet du contrôle des armements, on met l'accent sur la promotion de mesures visant plus de modération et de transparence dans les exportations légales d'armes légères. Les solutions à l'examen comprennent des codes de conduite, des initiatives de transparence et de création de registres, ainsi que des activités de sensibilisation au sein d'organismes liés à la sécurité tels l'OTAN et l'OSCE. Pour sa part, le Canada impose des contrôles stricts sur l'exportation d'armes à feu, surtout pour les armes automatiques, qui ne peuvent être exportées que vers un petit groupe de 13 pays avec lesquels le Canada a conclu des accords intergouvernementaux en matière de défense, de recherche, de développement et de production. Ces pays, qui composent la Liste des pays désignés (armes automatiques — LPDAA), sont énumérés à l'annexe 1.

Dans le volet du contrôle de la criminalité, on privilégie des mesures visant à contrer l'important commerce illicite d'armes légères, qui est souvent lié au crime organisé international et au trafic de stupéfiants. En novembre 1997, le Canada a signé la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes. Cette convention crée un régime réciproque d'autorisations d'importation, d'exportation et de transit qui porte sur tous les mouvements transfrontaliers d'armes légères, de munitions et d'explosifs. Le Canada a également préparé une ébauche de protocole concernant les armes à feu qui sera joint à la Convention concernant le crime organisé transnational, au sujet de laquelle des négociations ont débuté en janvier 1999.

Dans le volet de la consolidation de la paix, le Canada appuie une vaste gamme d'initiatives portant sur les aspects humanitaires, de gouvernance et de désarmement concret du dossier des armes légères, en coopération avec des gouvernements et des ONG de même opinion. On trouvera plus d'information à ce sujet dans un document intitulé *Strategic Framework for Small Arms Proliferation and Peacebuilding* (Cadre stratégique concernant la prolifération des armes légères et la consolidation de la paix), qui a été envoyé à un certain nombre de partenaires au pays et à l'étranger.

Le Canada considère que la Conférence des Nations Unies sur les armes légères organisée en 2001 constituera un jalon très important dans l'examen des trois aspects du dossier des armes légères. Le Canada a aussi participé activement aux efforts visant à endiguer la prolifération des armes de destruction massive, par exemple, en favorisant la reconduction indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et en s'efforçant de persuader d'autres pays de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ayant ratifié la Convention sur les armes chimiques en septembre 1995, le Canada a maintenant institué une autorité nationale au MAECI qui servira de centre de liaison avec le secrétariat international de la Convention à La Haye. Le Canada cherche également à renforcer les dispositions d'application de la Convention sur les armes biologiques et à toxines. Conformément à l'engagement du Canada d'assurer un commerce responsable de biens et de technologies qui pourraient être utilisés à mauvais escient pour mettre au point des armes de destruction massive, nous participons depuis longtemps à plusieurs accords intergouvernementaux axés sur la coordination et l'échange d'information sur les exportations, dont le Groupe de l'Australie, le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, le Groupe des États fournisseurs de produits nucléaires et le Comité Zangger.

La politique de contrôle des exportations et sa mise en application

Le contrôle des exportations de nos propres marchandises et technologies militaires est un complément important des efforts plus vastes du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. Conformément à ses obligations internationales, le Canada tire sa définition de « marchandise militaire » de la Liste internationale de matériel de guerre, dressée et tenue à jour par l'entremise de l'Entente de Wassenaar à laquelle il est partie. Le Canada a intégré cette liste à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée en tant que Groupe 2 (matériel de guerre). Ce groupe englobe les marchandises dont on convient qu'elles sont « spécialement conçues ou adaptées à des fins militaires ». La liste de Wassenaar (et par extension, celle du Canada) ne contient pas les biens civils pouvant être vendus à des fins d'utilisation militaire (par exemple, des machines à écrire ou des avions civils). Les marchandises non conçues à des fins militaires mais qui font appel à des technologies stratégiquement importantes sont comprises dans le Groupe 1 de la LMEC (marchandises à double usage). Des licences sont requises pour l'exportation de tous les biens tombant sous le coup de la définition de Wassenaar (comme un pistolet de compétition, un fusil de chasse ou une radio renforcée), peu importe que l'utilisateur final soit ou non un militaire ou un membre du gouvernement.

En vertu des lignes directrices actuelles sur la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

- a) qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- b) qui sont engagés dans des hostilités ou qui risquent de l'être sous peu;

- c) qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies; ou
- d) là où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable que les marchandises puissent être utilisées contre la population civile.

Il faut détenir une licence pour exporter des marchandises et des technologies militaires vers toutes les destinations, sauf vers les États-Unis. Toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies militaires offensives vers des pays qui ne sont pas des alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays déterminés de même orientation. Dans le cas de marchandises et de technologies militaires non offensives, le Ministre est également consulté si l'une des situations mentionnées plus haut s'applique. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du Ministre, cependant, des consultations intensives ont lieu au sein du MAECI (entre spécialistes des droits de la personne, de la défense et de l'industrie), avec le ministère de la Défense nationale, avec Industrie Canada et, au besoin, avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux. On y examine les derniers renseignements et les meilleurs avis donnés sur les relations industrielles et de défense du Canada avec le pays destinataire, de même que la paix et la stabilité dans la région, et notamment les conflits civils, ainsi que la situation des droits de la personne, dont les tendances qui se dessinent (c.-à-d. si la situation montre des signes d'amélioration, ou si elle se détériore). On accorde une attention particulière à la documentation pour s'assurer que les marchandises sont véritablement expédiées à l'utilisateur final légitime et qu'elles n'aboutiront pas entre de mauvaises mains.

Tel que mentionné plus haut, on contrôle particulièrement les demandes portant sur des armes à feu, dont la vaste majorité ne comprennent pas des armes militaires modernes (qui, comme il est précisé ci-dessus, ne peuvent être exportées qu'à un nombre très restreint de pays). La plupart de ces demandes portent plutôt sur des armes à feu qui sont uniquement contrôlées parce qu'elles satisfont à la définition de Wassenaar et qui sont en fait utilisées à des fins sportives (comme la chasse et le tir sur cibles), pour l'auto-défense, ou qui sont destinées à des collectionneurs ou à des amateurs de reconstitution historique. Toutes ces armes exigent une licence et, pour la plupart des pays, le Ministre est consulté à propos de la demande si la valeur de l'exportation excède 2 000 \$. Comme bon nombre de ces exportations sont destinées à des particuliers, nous voulons être certains que les armes à feu canadiennes ne font pas l'objet d'un trafic illicite ou n'attisent le désordre ou la violence. Il est donc possible que nos ambassades à l'étranger et d'autres sources soient appelées à se renseigner sur l'utilisateur final de même que sur les lois et les procédures régissant le contrôle des armes à feu dans les pays destinataires; nous vérifions aussi la bonne foi de l'utilisateur final. Nous ne voulons pas seulement connaître les protections offertes par les lois locales, mais aussi savoir si elles sont rigoureusement appliquées et si ces exigences peuvent faire l'objet de corruption. Nous vérifions aussi la bonne foi des utilisateurs finaux.

Tous les demandeurs de licences d'exportation d'armes à feu sont tenus de fournir une licence d'importation ou donner l'assurance que l'importation sera autorisée dans le pays destinataire. Cela permet de veiller à ce que les armes à feu ne sortent pas du Canada sans que l'on ait la garantie qu'elles seront autorisées à entrer dans le pays destinataire et que le destinataire sera effectivement autorisé à prendre possession de ces armes.

Statistiques sur les exportations militaires

Dans les tableaux qui suivent, les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur les expéditions réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* (LLEI). Ces rapports indiquent le pays de destination, la valeur des marchandises et leur description. Les renseignements sur les expéditions individuelles et ceux inscrits sur la demande de permis originale, y compris l'identité des éventuels exportateur et destinataire et les détails de la transaction, sont de nature très délicate au niveau commercial et sont fournis confidentiellement au MAECI. Ils sont protégés pour garantir le respect des exigences en matière de rapport.

Comme il est précisé ci-dessus, il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter vers les États-Unis la plupart des marchandises du Groupe 2. Il s'agit d'une politique de longue date qui découle de l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers ce pays et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport.

Certaines statistiques sur les exportations canadiennes destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elles peuvent toutefois englober des biens non militaires comme des rations alimentaires, des ordinateurs commerciaux, des matériaux de construction ou d'autres articles civils. Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'article de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

Pour ce qui est des statistiques sur les échanges de marchandises militaires dans le monde, la norme reconnue à l'échelle internationale est le Registre des armes classiques des Nations Unies. Celui-ci ne comprend que certains systèmes d'armes spécifiques. Il n'inclut pas la plupart des exportations canadiennes de marchandises militaires, lesquelles sont composées surtout de pièces et composants ainsi que d'un vaste éventail de systèmes non létaux (comme des systèmes de radar, des simulateurs de vol et des logiciels à usage militaire).

En 1999, la valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à quelque 434 millions \$, en comparaison de 421 millions \$ en 1998. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de la majeure partie — plus que

80 p. 100 — des exportations de marchandises militaires du Canada. De plus, comme les années précédentes, la majeure partie (80 p. 100) des exportations militaires du Canada ont eu pour destinataires des pays à revenus élevés. Les exportations aux pays à faibles revenus représentent moins de 0,01 p. 100 du total.

Les exportations militaires du Canada sont modestes par rapport à celles du reste du monde — selon le Registre des Nations Unies, le Canada occupe moins de 1 p. 100 du marché mondial des armes — dans un secteur où l'on vend des articles à très grande échelle. Chaque transaction a donc une influence disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations d'une année à l'autre reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un ou de deux grands contrats.

Comme l'indique le tableau 2, le principal marché militaire du Canada en 1999 a été le Royaume-Uni, lequel, avec 198,8 millions \$, a absorbé plus de la moitié de nos ventes. De ce montant, plus de 145 millions \$ ont été consacrés à l'achat de simulateurs. Les ventes à l'Arabie saoudite, en majeure partie des véhicules blindés légers, ont passé de 29,8 millions \$ à 43 millions \$. Par comparaison, nos exportations vers les deux pays qui, en 1998, avaient constitué nos plus importants marchés, soit la Malaisie et l'Australie, ont chuté de 91,7 à 5,8 millions \$, et de 80,2 à 21,5 millions \$ respectivement. Dans le cas de l'Indonésie, les chiffres en apparence élevés (21,7 millions \$) reflètent la vente d'un unique simulateur de vol pour les avions de transport. Des fluctuations importantes, tant à la hausse qu'à la baisse, ressortent à la comparaison des données de 1998 et de 1999 pour un certain nombre d'autres pays. Ces fluctuations mettent en évidence comment un seul contrat peut modifier de façon spectaculaire la position relative du Canada sur les marchés militaires et avoir des effets disproportionnés. Il est donc important de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.

Les personnes qui désirent en savoir plus sur les contrôles à l'exportation de marchandises militaires et d'importance stratégique peuvent consulter notre publication *Réponses aux questions concernant les contrôles canadiens à l'exportation des marchandises militaires*, qui se trouve, comme le présent document et d'autre matériel lié aux contrôles canadiens à l'exportation, sur notre site Web (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb>).

Notes sur la méthodologie

Les statistiques contenues dans ce dixième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des licences d'exportation et d'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter concernant les tableaux statistiques :

- ◆ Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et contrôlée en vertu du Groupe 2 (matériel de guerre) de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC). Les descriptions des articles faisant partie de ces groupes ont été légèrement révisées en utilisant une terminologie normalisée à l'échelle internationale, afin d'en faciliter la lecture.
- ◆ Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis. Celles-ci sont évaluées à plus de la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
- ◆ La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, afin de pouvoir vérifier quelles marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) ont vraiment été expédiées, il a été demandé aux détenteurs de licences de présenter, à chaque trimestre, un rapport faisant état de leur utilisation de la licence. Ce rapport annuel repose sur cette information. Chaque permis devant faire l'objet de rapports par son détenteur, cela permet l'accès à des données plus précises que par les années passées.
- ◆ Les chiffres indiqués sont ceux que nous avons reçus au moment de la préparation du présent rapport. Nous tiendrons compte dans les rapports ultérieurs des données reçues après cette date. Par exemple, les totaux pour 1998 ont été modifiés de façon à tenir compte des renseignements supplémentaires reçus depuis la publication du rapport annuel de 1998.

Tableau 1
Ventilation des exportations de marchandises
selon les catégories de sécurité et de revenu
Période d'exportation : 01/01/99 – 31/12/99

Destination *	Valeur des exportations (Dollars canadiens)	
	1999	%
OTAN (sauf É.-U.) **	300 822 168	69
LPDAA (sauf l'OTAN et les É.-U.)	51 079 639	12
Autres pays	82 070 719	19
Total	433 972 516	100
Pays à revenus élevés *** (PNB par habitant de plus de 8 955 US\$)	349 216 946	80,47
Pays à revenus élevés intermédiaires *** (PNB par habitant de 726 US\$ à 8 955 US\$)	84 755 470	19,53
Pays à faibles revenus*** (PNB par habitant inférieur à 725 US\$)	100	< 0,01
TOTAL	433 972 516	100

* La liste des pays de l'OTAN et de la LPDAA est présentée à l'annexe 1.

** Aucune licence n'est requise pour les exportations de marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) aux États-Unis.

*** Statistiques et catégories tirées du rapport de 1999 du PNUD sur le développement humain.

Graphique 1
Exportations de marchandises militaires
par catégorie de destination
Statistiques du 01/01/99 – 31/12/99

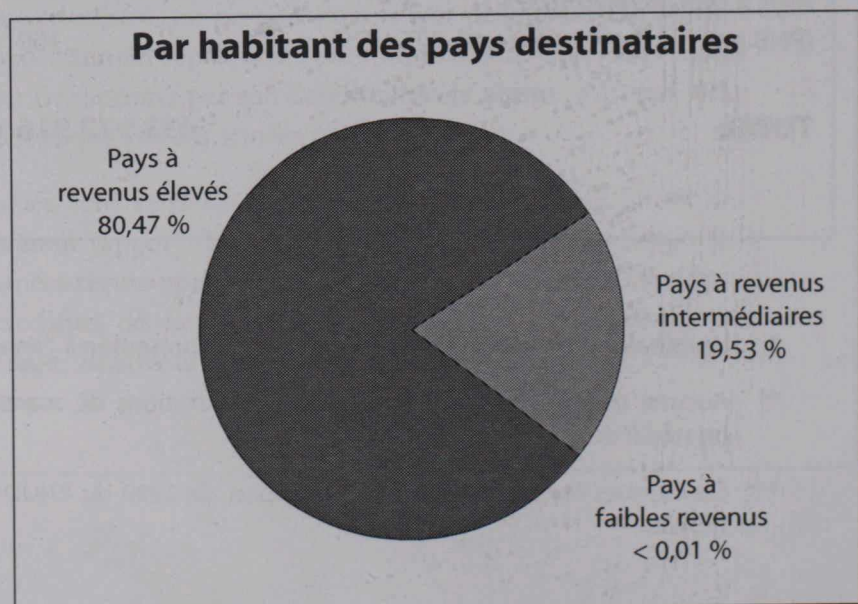
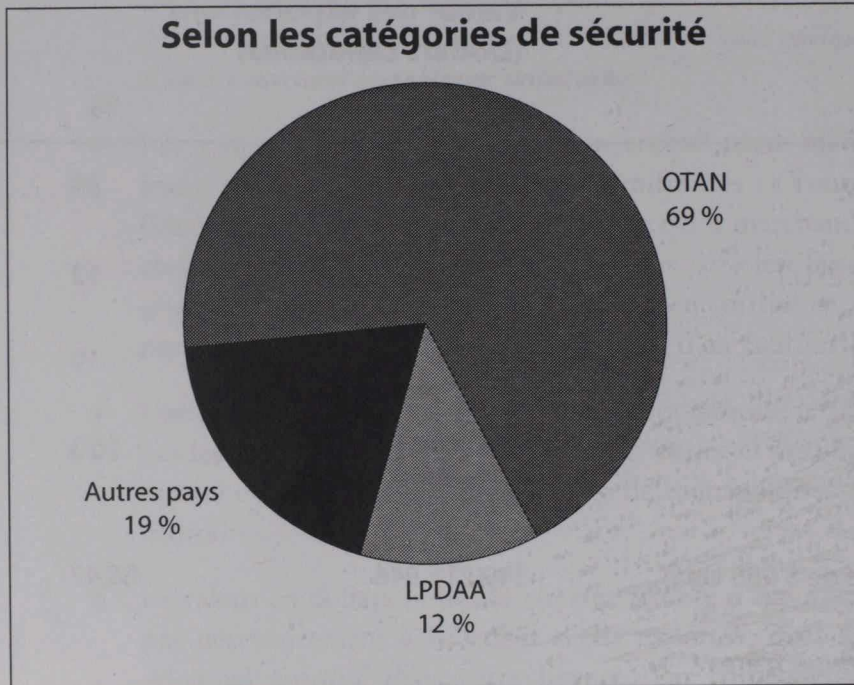


Tableau 2
Exportations de marchandises militaires par pays de destination
Statistiques : 01/01/99 – 31/12/99

Pays	Valeur des exportations (Dollars canadiens)	
	1998	1999
Afrique du Sud, République d'	368 204	603 723
Allemagne	4 400 994	13 938 183
Andorre	2 165	0
Arabie saoudite	29 800 192	43 093 371
Argentine	137 389	27 000
Australie	80 275 527	21 518 673
Autriche	3 240 385	50 790
Bahreïn	5 857	0
Bangladesh	0	920 208
Belgique	11 010 156	12 752 929
Botswana	3 728 231	2 968 529
Brésil	3 363 152	259 516
Bulgarie	450	0
Chili	597 776	126 273
Colombie	0	455
Chine	814 170	0
Corée, République de	4 719 275	3 762 151
Danemark	6 713 496	25 967 060
Égypte	622 403	217 213
Émirats arabes unis	4 123 639	3 251 915
Espagne	716 554	374 710
Finlande	3 511 945	2 030 472
France	15 063 832	7 350 610

Pays	Valeur des exportations (Dollars canadiens)	
	1998	1999
Grèce	1 943 587	37 448
Groenland	255 862	128 290
Guyane	250	0
Hong-Kong	370 563	12 344
Hongrie	29 511	0
Indonésie	3 559	21 764 175
Irlande	21 432	37 421
Israël	783 455	677 683
Italie	8 840 752	11 389 000
Japon	3 763 821	3 173 404
Jordanie	187 795	0
Kenya	11 820	0
Koweït	492	132 767
Liban	14 000	0
Luxembourg	3 575 466	5 217 679
Malaisie	91 792 358	5 881 501
Maroc	171 652	270 967
Mexique	1 671 730	262
Norvège	8 343 607	2 456 221
Nouvelle-Zélande	768 978	2 945 165
Oman	467 940	9 895
Pakistan	1 800	0
Pays-Bas	15 023 814	19 774 738
Pérou	69 550	0
Philippines	1 069 175	436 600
Pologne	750	0
Portugal	122 735	2 011 202
Qatar	0	82 105

Pays	Valeur des exportations (Dollars canadiens)	
	1998	1999
République tchèque	794 061	70 086
Royaume-Uni	55 703 479	198 805 089
Saint-Pierre et Miquelon	670	0
Singapour	2 857 066	1 088 806
Slovénie	0	4 620
Sri Lanka	250	0
Suède	3 877 025	5 827 595
Suisse	1 166 025	229 138
Taiwan	3 202 336	732 443
Tanzanie	0	100
Thaïlande	37 174 639	5 267 569
Trinidad et Tobago	1 000	0
Turquie	3 531 616	548 923
Ukraine	1 600	0
Venezuela	523 106	5 125 499
Total	421 354 485	433 972 516

Tableau 3
Exportations de marchandises militaires
par pays de destination et groupement de composantes
Statistiques : 01/01/99 - 31/12/99

Acronymes

AS = anti-sous-marin
 CME = contre-mesures électroniques
 GC = guerre chimique
 TTB = transport de troupes blindé
 VBL = véhicule blindé léger

Destination N° d'article de la LMEC	Valeur des exportations (\$CAN)			Observations
	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	
AFRIQUE DU SUD				
2004			96 908	pièces des roquettes
2010			181 342	pièces d'hélicoptère
2011		210 987	72 486	équipement de navigation et pièces
2017		42 000		systems de scaphandre
ALLEMAGNE				
2001	333 528			armes à feu
2003	142 049			munitions
2004			1 030 781	pièces de système antiblindé
2005			73 882	pièces de contrôle de tir
2006			313 064	pièces de TTB
2007			1 834	pièces de masque à gaz
2009			1 035 275	pièces des navires
2010			840 709	équipement relié à l'aviation et pièces d'aéronef
2011			1 647 839	pièces électroniques
2014			7 974 522	pièces de simulateur
2015			441 619	pièces de système d'imageri
2017		103 080		systems de scaphandre
2018			1	ensemble de données

ARABIE SAOUDITE

2006	41 893 951	9 560	VBL et pièces
2010		26 945	pièces d'avion
2011	934 169	228 746	radios et pièces

ARGENTINE

2001	27 000		armes à feu
------	--------	--	-------------

AUSTRALIE

2001	103 655		armes à feu
2003	323 902		munitions
2004		1 300	pièces de roquettes
2005		1 254 400	panneaux d'affichage
2006		3 424 341	pièces de blindé
2007		91 620	équipement de protection pour GC
2008		1 667	pièces de explosifs
2009		817 102	pièces de navire, et des bouées sonores
2010		5 241 465	pièces d'aéronef
2011	5 414 850	746 140	équipement de navigation et ASM et pièces
2013		443 633	blindage
2014		3 550 968	pièces des simulateurs
2017	55 933		systèmes de scaphandre
2018		47 697	données techniques

AUTRICHE

2001	1 690		arme à feu
2007		49 100	équipement de protection pour GC

BANGLADESH

2021		920 208	logiciels pour la simulation d'opérations
------	--	---------	---

BELGIQUE

2001	33 549	71 350	armes à feu et pièces
2003		6 671 790	composants de munitions de gros calibre

Destination N° d'article de la LMEC	Valeur des exportations (\$CAN)			Observations
	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	
BELGIQUE (SUITE)				
2009		4 663 000		sonar et pièces
2010			801 506	pièces d'aéronef
2011			369 455	pièces de sonar
2013			12 238	blindage
2017		130 041		systèmes de scaphandre
BOTSWANA				
2010	1 369 990		1 598 539	aéronefs et pièces
BRÉSIL				
2006			2 160	pièces de véhicule
2010			188 331	pièces d'aéronef
2011		69 323		klystron
CHILI				
2005		30 000		système de conduite de tir
2009		7 500		bouées acoustiques
2010			88 773	moteur d'aéronef, pièces d'équipement ayant trait à l'aviation
COLOMBIE				
2010			455	pièces d'aéronef
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE				
2003	400 000			munitions
2005			89 087	pièces de contrôle de tir
2006			379 525	panneau d'affichage
2009			226 381	bouées acoustiques et pièces de navire
2010			689 707	pièces d'aéronef
2011			1 950 091	pièces de radio, de panneaux
2017		27 360		systèmes de scaphandre

DANEMARK

2001		1	pièces d'armes à feu
2003	21 230		munitions
2007		432	pièces de masque à gaz
2009		115 967	pièces de sonar
2010	25 031 625	200 845	avion de surveillance et pièces
2011	537 500	59 460	radio et pièces

ÉGYPTE

2004		21 400	pièces de roquettes
2006		23 520	pièces de véhicule
2010		171 582	pièces d'aéronef
2011		711	pièces électroniques

ÉMIRATS ARABES UNIS

2003	249 200		munitions
2009		1 163 597	composants électroniques de marine
2010		1 839 118	moteurs d'aéronef

ESPAGNE

2006		19 980	pièces de TTB
2010		28 260	moteur d'avion
2011		326 470	pièces de radar

FINLANDE

2001	10 179		armes à feu
2010		2 018 498	pièces d'aéronef
2011		1 795	plaquettes de circuits

FRANCE

2001	247 192		armes à feu et pièces
2002		10 000	pièces de lance-roquettes
2004		460	pièces de système antiblindé
2005		390 019	pièces de contrôle de tir
2006		102 400	pièces optiques
2007		87 521	pièces de masque à gaz
2009	3 106 960		bouées acoustiques

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
FRANCE (SUITE)				
2010			122 147	pièces d'aéronef
2011			493 849	pièces de radio
2014			36 309	pièces de simulateur
2015		1 040 650	1 685 651	imageurs thermiques et pièces
2016			14 400	pièces de forge
2017			13 051	systèmes de scaphandre
2018			1	documents techniques
GRÈCE				
2001	6 863			armes à feu
2010			496	pièces d'aéronef
2011			30 089	pièces de radio
GROENLAND				
2001	17 694			armes à feu
2003	31 546			munitions
2011			79 050	pièces de radar
HONG-KONG				
2001	12 344			armes à feu
INDONÉSIE				
2010			50 000	pièces d'aéronef
2014		21 714 175		simulateur
IRLANDE				
2011			37 421	pièces de radar
ISRAËL				
2006			50 346	pièces de véhicule
2007			6 150	pièces de masque à gaz
2009			126 604	composants électroniques de marine

2010		314 583	pièces d'aéronef
2015		180 000	pièces de scanner
<hr/>			
ITALIE			
2001	36 968	530	armes à feu et pièces
2005		143 830	pièces optiques
2006		94 524	pièces de TTB
2009		938 924	composants de détection sous-marine
2010		3 419 379	pièces d'aéronef
2011		1 442 188	pièces d'équipement radio et Doppler
2014		5 312 657	pièces de simulateur
<hr/>			
JAPON			
2007		5 807	pièces de masque à gaz
2009		2 000	pièces d'équipement de détection sous-marine
2010		2 419 001	pièces d'aéronef
2011		746 596	radios, pièces d'équipement de navigation
<hr/>			
KOWEIT			
2006		1 869	pièces de TTB
2010		40 898	pièces d'aéronef
2011		90 000	pièces électroniques
<hr/>			
LUXEMBOURG			
2001	3 000		armes à feu
2006		199 944	pièces de véhicule
2010		3 866 887	pièces d'aéronef et d'aviation
2011		1 147 847	antennes
<hr/>			
MALAISIE			
2002	4 997 162		roquettes
2010		68 880	pièces d'hélicoptère
2014		815 458	pièces de simulateurs
2018		1	données techniques

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
MAROC				
2014			270 967	pièces de simulateur
MEXIQUE				
2007			262	pièces de masque à gaz
NORVÈGE				
2001	740			armes à feu
2002		320 000		système d'instruction d'artillerie
2003	6 000			munitions
2004			452 900	pièces de roquettes
2007			62 145	équipement de protection pour GC
2011			310 280	composants électroniques
2017		1 252 156		équipement de plongée autonome
NOUVELLE-ZÉLANDE				
2002			9 610	pièces de lance-roquettes
2003	788 740			grenades
2004			24 150	pièces de roquettes
2007			8 402	équipement de protection pour GC
2009		419 976		bouées acoustiques
2010			1 563 048	pièces d'aéronef
2011			119 630	composants électroniques
2017			11 609	pièces de scaphandre
OMAN				
2006			1 480	pièces de véhicule
2010			8 415	pièces de équipement relié à l'aviation

PAYS-BAS

2001	1 000		armes à feu
2003	2 000		munitions
2005		6 618 048	pièces de contrôle de tir
2007		792	pièces de masque à gaz
2009		13 594	pièces de navire
2010		168 400	pièces d'aéronef
2011		1255 789	pièces de radar
2014	11 445 990	107 534	simulateur et pièces
2017	161 591		équipement de plongée autonome

PHILIPPINES

2001	21 600		armes à feu
2010		415 000	pièces de moteurs d'avion

PORTUGAL

2004	1 357 984		roquettes et pièces
2011		653 217	pièces d'équipement sonar
2018		1	données

QATAR

2007		82 105	pièces de masque à gaz
------	--	--------	------------------------

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

2001	25 385		armes à feu
2002		13 572	pièces des lance-roquettes
2003		1	pièces des munitions
2004		8 946	pièces des roquettes
2011		22 181	pièces d'avion
2018		1	données techniques

ROYAUME-UNI

2001		65 869	armes à feu et pièces
2002		49 833	pièces des lance-roquettes
2003	161 301	264 754	munitions et pièces
2004	1 121 413	6 829 597	roquettes et pièces
2005	431 220	1 801	téléscopes et optique

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
ROYAUME-UNI (SUITE)				
2006		251 884	7 283 788	pièces de TTB, et des de contrôle de tir
2007			92 035	pièces de masque à gaz
2009		861 548	6 065 870	bouées acoustiques, pièces de sonar et de navire
2010			15 162 659	pièces d'avion
2011			13 503 873	équipement de navigation et de détection AS, pièces
2013		18 847	63 843	casques militaires et blindage
2014		144 647 572	34 100	simulateurs et pièces
2015			1 702 903	équipement d'imagerie
2017		12 314		scaphandres autonomes
2018			173 065	équipement de production et documents
2022			5 000	technologie de production
SINGAPOUR				
2006			285 132	pièces d'e TTB
2010		557 825		équipement relié à l'aviation
2011		140 543		radios
2014			80 306	pièces de simulateur
2017			25 000	données
SLOVÉNIE				
2007			4 620	pièces de masque à gaz
SUÈDE				
2001	1 576			armes à feu
2006			62 645	pièces de TTB
2007			1 307 342	pièces de masque à gaz
2010			1 410 829	pièces de moteur d'avion
2011			74 037	pièces de radio
2014			80 306	pièces de simulateur
2017			311	pièces de scaphandre

SUISSE

2001	80 602		armes à feu
2004		20 304	composants de roquettes
2006		126 632	pièces de véhicule
2010		1 600	pièces d'aéronef

TAIWAN

2009		235 378	pièces de navire
2010		28 039	pièces d'aéronef
2011		665 026	pièces de radio
2015	424 000		système d'imagerie

TANZANIE

2001	100		armes à feu
------	-----	--	-------------

THAÏLANDE

2001	184 808		armes à feu
2005		681 241	pièces optiques
2006		3 457 576	pièces de TTB
2010		914 233	pièces d'hélicoptère
2011		29 711	pièces de radio

TURQUIE

2010		163 500	pièces d'aéronef
2011		316 048	composants électroniques
2014		375	pièces de simulateur
2017	69 000		scaphandres

VENEZUELA

2010		1 306 925	pièces d'aéronef
2011	3 818 574		équipement de communications et de détection sous-marine

TOTAL**433 972 516**

Tableau 4
Exportations de marchandises militaires
selon le numéro de la liste de contrôle d'exportation
Période d'exportation : 01/01/99 – 31/12/99

N° d'article de la LMEC	Valeur totale (\$CAN)	
	1998	1999
2001 (comprend 5500)	9 386 373	1 287 223
2002	27 321 694	5 453 177
2003	18 522 344	9 061 513
2004	6 826 517	10 966 143
2005	9 081 804	9 713 528
2006	20 168 454	56 984 321
2007	1 981 998	1 800 167
2008	33 001	654 884
2009	26 314 893	19 799 676
2010	86 808 077	72 320 137
2011	74 075 721	36 892 754
2013	412 877	538 561
2014	122 856 336	198 961 788
2015	14 133 879	5 474 823
2016	0	14 400
2017	3 302 468	1 903 446
2018	13 179	220 767
2021	300 720	920 208
2022	0	5 000
Total	421 540 706	433 972 516

Annexe 1
Liste des pays membres de l'OTAN et
de la Liste des pays désignés (armes automatiques — LPDAA)

Pays membres de l'OTAN*

Allemagne

Belgique

Canada

Danemark

Espagne

États-Unis

France

Grèce

Hongrie

Islande

Italie

Luxembourg

Norvège

Pays-Bas

Pologne

Portugal

République Tchèque

Royaume-Uni

Turquie

Pays membres de la LPDAA**

Allemagne

Arabie saoudite

Australie

Belgique

Danemark

Espagne

États-Unis

France

Italie

Norvège

Pays-Bas

Royaume-Uni

Suède

* Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

** Liste des pays désignés (armes automatiques)

Annexe 2

Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar

Allemagne	Japon
Argentine	Luxembourg
Australie	Norvège
Autriche	Nouvelle-Zélande
Belgique	Pays-Bas
Bulgarie	Pologne
Canada	Portugal
Corée, République de	République Slovaque
Danemark	République Tchèque
Espagne	Roumanie
États-Unis	Royaume-Uni
Finlande	Russie
France	Suède
Grèce	Suisse
Hongrie	Turquie
Irlande	Ukraine
Italie	

Annexe 3
Description de la liste de contrôle
du matériel du Groupe 2 (munitions)

N° d'article de la LMEC	Description
2001	Armes à feu et armes automatiques d'un calibre de 12,7 mm (0,5 pouce) ou moins, y compris armes servant au tir sportif et de compétition, et leurs composants et accessoires.
2002	Armements ayant un calibre supérieur à 12,7 mm (0,5 pouce), et leurs composants.
2003	Munitions destinées aux armements visés par les articles 2001 et 2002.
2004	Bombes, torpilles, grenades, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et leurs composants.
2005	Matériel de conduite de tir détecteurs télémètres, calculateurs balistiques et matériel d'alerte et d'avertissement, connexes spécialement conçus pour l'usage militaire, et leurs composants.
2006	Véhicules motorisés, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire (c.-à-d. véhicules blindés, véhicules amphibies, véhicules de dépannage et véhicules servant à transporter des systèmes d'armes ou de munitions), ainsi que leurs composants et matériels connexes.
2007	Matériels et composants, comme les masques et les vêtements protecteurs, servant à détecter et à se protéger contre les matières radioactives et les agents biologiques et chimiques.
2008	Explosifs et combustibles, y compris les agents propulsifs et les substances connexes spécialement conçus pour l'usage militaire.
2009	Navires de guerre, matériel et accessoires naval spécialement conçu comme les moteurs et les systèmes de navigation ainsi que les appareils de détection immergés et leurs composants.
2010	Avions, hélicoptères, véhicules aériens non habités, et matériel connexe, moteurs et leurs composants, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire.
2011	Matériels électroniques pour usage militaire comme les matériels de communication et de contre-mesures électroniques ainsi que les systèmes radar.

N° d'article de la LMEC	Description
2012	Systèmes d'armes à énergie cinétique et à haute vitesse et composants connexes.
2013	Matériels blindés ou de protection, comme des plaques de blindage, des vêtements blindés et des casques militaires ainsi que les composants associés.
2014	Matériels spécialisés pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios militaires, comme les entraîneurs informatisés et les simulateurs de vol et de conduite ainsi que leurs composants et accessoires.
2015	Matériels d'imagerie ou de contre-mesures, y compris le matériel photographique et les matériels d'imagerie thermique ainsi que leurs composants spécialement conçus.
2016	Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits, spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001 à 2004, 2006, 2009, 2010, 2012 ou 2019.
2017	Autres équipements, matériaux et bases de données techniques spécialement conçus pour l'usage militaire et leurs composants (c.-à-d. appareils de plongée, ateliers de réparation ou ponts mobiles, matériels de construction militaire ou du génie du combat, accessoires, et traitements pour la suppression des signatures et appareils robotisés).
2018	Matériels et technologie pour la production de biens du Groupe 2 de la LMEC.
2019	Systèmes d'armes à énergie dirigée et leurs contre-mesures.
2020	Matériels cryogéniques et supraconducteurs et leurs composants et accessoires spécialement conçus.
2021	Logiciels spécialement conçus pour des applications militaires.
2022	Technologie à la production ou à l'utilisation d'articles visés par Groupe 2 de la LMEC.

Annexe 4

Renseignements additionnels

Vous trouverez ci-dessous une liste de sites Web qui offrent des renseignements ou points de vue supplémentaires.

Visitez le site Web de la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation :
<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb>

Des liens avec les pages du MAECI et d'autres sites traitant de contrôle des armements et de sécurité internationale peuvent être trouvés sur la page d'accueil du MAECI à :
<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-f.asp>

Les sites suivants renferment aussi des données et des renseignements sur cette questions et sur d'autres questions connexes :

Canadian Aerospace Industries Association :
<http://www.aiac.ca> (anglais)

Centre canadien des armes à feu (renseignements sur le contrôle des armes à feu au Canada) :
<http://www.cfc-ccaf.gc.ca>

Organisation des Nations Unies :
<http://www.un.org/french>

Project Ploughshares :
<http://www.ploughshares.ca> (anglais)

Stockholm International Peace Research Institute :
<http://www.sipri.se> (allemand, anglais et suédois)

The Canadian Defence Industries Association :
<http://www.cdia.ca> (anglais)

Wassenaar :
<http://www.wassenaar.org> (anglais)

Notes

DOCS
CA1
EA255
A55
EXF
1999
Copy 1

Export of Military Goods from Canada

Annual Report 1999

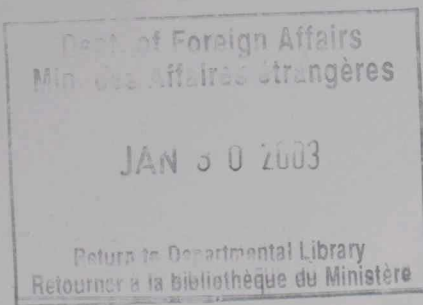


Table of Contents

Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires Étrangères
JAN 30 2003
Parliamentary Library

Export of Military Goods from Canada

Annual Report 1999

December 2000
Export Controls Division
Export and Import Controls Bureau
Department of Foreign Affairs and International Trade
Internet: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>



Table of Contents

Foreword	1
Arms Control and Security Policy Framework.....	1
Export Control Policy and Implementation.....	4
Military Export Statistics	5
Notes on Methodology	7
Tables and Charts	
Table 1: Exports of Military Goods by Destination according to Security Groupings and Income	8
Chart 1: Exports of Military Goods by Destination Categories	9
Table 2: Exports of Military Goods by Destination.....	10
Table 3: Exports of Military Goods by Component Categories	13
Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Number	24
Annexes	
Annex 1: List of NATO and AFCCL Countries	25
Annex 2: List of Wassenaar Arrangement Countries	26
Annex 3: Description of ECL Group 2 (Munitions).....	27
Annex 4: Additional Information	29

Foreword

Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security is a key Canadian foreign policy objective. It constitutes one of the three pillars of the Government's comprehensive foreign policy statement of 1995, *Canada in the World*, namely "the protection of our security, within a stable global environment." To that end, Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements as well as measures to promote transparency and to build confidence at the regional and global levels.

Canada's policies recognize the right, enshrined in the United Nations Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, however, it is Canada's view that the excessive accumulation of conventional weapons has a destabilizing effect on both regional security and global order.

Canada has worked actively to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. As part of this effort, the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) has published an annual report on the Export of Military Goods from Canada each year since 1990. We have, over time, endeavoured to improve the report by providing additional information about the types of goods exported, and we hope that other countries will seek to provide the same standard of information.

An important element of international efforts to promote greater transparency with regard to the trade in conventional arms and dual-use goods and technologies, as well as the exercise of responsibility among supplying countries, is the Wassenaar Arrangement, which Canada helped to form in 1996. Its objective is to contribute to regional and international security and stability by promoting transparency and greater responsibility in transfers of conventional arms and strategically sensitive goods and technologies, thus preventing destabilizing accumulations in areas of concern. The 33 participating states seek, through their national policies, to ensure that transfers of these items do not contribute to the development or enhancement of military capabilities that would undermine these goals, and to ensure that such goods and technologies are not diverted.

The United Nations Register of Conventional Arms also makes a significant contribution to transparency, confidence building and enhanced global security. Canada strongly promoted the creation of the Register of Conventional Arms, established by the Secretary-General in January 1992, and was a founding contributor. Canada also participated in both the 1994 and 1997 UN Group of Governmental Experts on the Register of Conventional Arms. We are actively participating in the Group of Governmental Experts that the Secretary-General has convened this year (2000) to review the operation of the Register, and we continue to advocate the Register's further development and expansion. In support of the Register, which is maintained at UN headquarters in New York, all UN member states are asked to supply data annually on their imports and exports in seven major categories of conventional weapons

systems. In each year of the Register's operation, more than 90 governments have made submissions to the Register, and of these about 70 have done so consistently, including Canada. In all, 138 states have submitted data for at least one of the reporting years. All major arms exporters and most major importers now annually submit reports, with a reasonable representation of most geographical regions. By capturing over 90 percent of the international trade in major conventional weapons, the Register has become an important and authoritative source of information.

Canada is one of a growing number of countries that also voluntarily submit data on military holdings as well as on procurement through national production. This information goes beyond the minimum currently required by the United Nations, and makes an important contribution to global transparency on military capabilities. We encourage other countries to join us in submitting such data, and otherwise to enhance their submissions through ensuring their accuracy and completeness and providing any other relevant background information.

In addition to our efforts at the United Nations to improve and expand the Register, Canada has taken a leading role within regional organizations both in encouraging dialogue on the data submitted to the UN Register and in supporting the establishment of regional registers that respond to the specific security concerns of these organizations' member states. We have been successful in this regard in the Organization of American States (OAS) and in the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE). Moreover, we continue to work with our partners toward an enhanced dialogue within the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) Regional Forum.

Canada also played an important role in developing in 1996 a set of UN Guidelines on International Arms Transfers and is fully implementing the OSCE's 1993 Principles Governing Conventional Arms Transfers. As well, Canada officially endorsed the European Union's new Code of Conduct for International Arms Transfers following its adoption in June 1998.

The challenge of dealing with conventional weapons includes the problem of how to deal with particular classes of weapons such as landmines and small arms. On the question of landmines, Canada can look back on the successful conclusion of the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction at the December 2-4, 1997, Ottawa Conference. To date, more than 133 countries have signed the Convention. On March 1, 1999, after the requisite 48 countries had ratified it, the Convention came into force as binding international law.

Canada has also ratified Protocols II and IV of the Convention on Certain Conventional Weapons, which regulates the use of landmines and other inhumane weapons. This instrument remains an important one, particularly for those countries not yet willing to sign the Ottawa Treaty.

Canada, in co-operation with like-minded partners, is looking at ways to address the proliferation of small arms, which can undermine the security and development efforts of many developing countries as well as contribute to human suffering. Canada takes a three-track

approach to this challenge, addressing the arms control, crime prevention and peacebuilding dimensions of the problem at global, regional and national levels. This integrated approach targets supply-side and transit issues, and seeks to cope with post-conflict surplus stocks and reduce the demand for weapons. The problem of small arms is seen as an integral part of conflict prevention and management, peacemaking, peacekeeping and post-conflict reconstruction.

On the arms control track, the emphasis is on promoting measures designed to achieve greater restraint and transparency in legal transfers of small arms and light weapons. Aspects under review include codes of conduct, transparency and registry initiatives, and consciousness-raising activities in security-related bodies such as the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the OSCE. Canada itself imposes strict controls over the export of firearms, particularly automatic weapons, which can be exported only to a small group of 13 countries with which Canada has concluded intergovernmental defence, research, development and production agreements. These countries, which make up the Automatic Firearms Country Control List (AFCCL), are listed in Annex 1.

On the crime control track, the focus is on supporting measures to counter the significant illicit trade in small arms, which is frequently linked with international organized crime and drug trafficking. In November 1997, Canada signed the Inter-American Convention Against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Ammunition, Explosives, and other Related Materials. This convention establishes a reciprocal regime of import, export and transit authorizations for all cross-border movements of small arms, ammunition and explosives. Canada has also prepared a draft protocol on firearms to be attached to the Transnational Organized Crime Convention, on which negotiations began in January 1999.

On the peacebuilding track, Canada supports a broad range of initiatives addressing the humanitarian, governance and practical disarmament aspects of the small arms issue, in co-operation with like-minded governments and non-governmental organizations. Further information can be found in a paper entitled Strategic Framework for Small Arms Proliferation and Peacebuilding, which has been circulated to a number of domestic and international partners.

Canada believes that the upcoming 2001 UN Conference on Small Arms will provide a very important milestone in addressing all three aspects of the small arms issue.

Canada has also played an active role in efforts to counter the proliferation of weapons of mass destruction, for example, by helping to secure the indefinite extension of the Nuclear Non-Proliferation Treaty and by lobbying other countries to ratify the Comprehensive Test Ban Treaty. Canada ratified the Chemical Weapons Convention in September 1995 and established within DFAIT a National Authority to serve as the focal point for effective liaison with the Convention's international secretariat in The Hague. Canada is also working to strengthen the compliance provisions of the Biological and Toxin Weapons Convention. As part of Canada's commitment to ensure responsible trade in goods and technology that might be misused to

develop weapons of mass destruction, we are long-standing participants in several intergovernmental arrangements intended to co-ordinate and exchange information on exports, including the Australia Group, the Missile Technology Control Regime, the Nuclear Suppliers Group and the Zangger Committee.

Export Control Policy and Implementation

Control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. In line with its international obligations, Canada uses the definition of "military good" found in the International Munitions List, which was developed and is routinely maintained and updated by the Wassenaar Arrangement. Canada has incorporated this list, which identifies goods that are agreed to be "specially designed or modified for military use," into the Export Control List (ECL) as Group 2 (Munitions). Primarily civilian goods that may be sold to military end-users (such as typewriters or civil-certified aircraft) were not included by Wassenaar (and by extension, Canada). Goods not designed for military use but employing strategically sensitive technologies are contained in the ECL Group 1 (Dual Use). Permits are required for the export of any goods captured by the Wassenaar definition (such as a target pistol, a hunting rifle or a "ruggedized" radio), regardless of whether the foreign consignee is a private, non-military end-user or a government and/or military end-user.

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries:

- a) that pose a threat to Canada and its allies;
- b) that are involved in or under imminent threat of hostilities;
- c) that are under UN Security Council sanctions; or
- d) whose governments have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

Permits are required for the export of military goods and technology to all destinations except the United States. The approval of the Minister of Foreign Affairs is sought for the export of all offensive military goods and technology, unless destined to (most) NATO allies or to a small group of specified like-minded countries. The Minister is also consulted about cases involving non-offensive military goods and technology, should concerns exist about any of the above-mentioned criteria. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held among human rights, military and industry experts at DFAIT, with the Department of National Defence, with Industry Canada and, where appropriate, with other government departments and agencies. These consultations involve reviewing the latest information and best policy advice on Canada's defence and industrial relations with the recipient country, regional peace and stability, including civil conflict, and the human rights situation,

including trends (i.e. are there signs of improvement or is the situation deteriorating?). Careful attention is also paid to the end-use documentation to ensure that the goods are indeed going to a legitimate end-user and will not be diverted.

Particular care is taken over applications involving firearms. The vast bulk of these applications do not involve modern military weapons (which as noted above can be exported to only a very small group of countries). Rather, they involve firearms that are controlled only because they are captured by the Wassenaar definition, and that are to be used for sporting purposes (such as hunting and target shooting) or for self-defence, or are for collectors and re-enactors. All require permits, and for most destinations, if the value of the export exceeds \$2000, the Minister is consulted about the application. Because many Canadian firearms exports are to private end-users, we want to satisfy ourselves that the firearms do not slip into the illegal arms trade or fuel local lawlessness or violence. Information may therefore be sought from our missions and from other sources about destination countries' firearms control laws and procedures. We want to know not only what exists on paper, but also how strict enforcement is and whether these laws and procedures are open to corruption. We also check the bona fides of the end-user.

All applicants seeking export permits for firearms are now required to provide an import permit or some equally valid evidence that their import will be allowed. This ensures that firearms do not leave Canada without an assurance that they will be allowed into their country of destination and that the recipient will be permitted to take possession of them.

Military Export Statistics

The statistics on military exports in the following tables are obtained from reports filed by exporters on the actual shipments for each of the permits issued to them under the Export and Import Permits Act. These reports include the country of destination, a description of the goods and their value. Information about individual shipments and information found on the original permit applications, including the identities of the potential exporter and consignee and details of transactions, is commercially highly sensitive and is provided to DFAIT in confidence. Such information must be protected to ensure compliance with reporting requirements.

As noted above, permits are not required for the export of most Group 2 items to the United States. This has been a long-standing policy arising from the integration of the North American defence industry in World War II. Statistics on military exports to that country are therefore not readily available and cannot be included in this report.

Certain types of statistics on Canadian exports to military users may be available from other sources, such as Statistics Canada or the Canadian Commercial Corporation. These, however, may include non-military goods such as food rations, commercial computers, civil-certified aircraft or other civilian equipment. Since there is no direct correlation between the commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and as each source

uses different methods of compilation, no meaningful comparison can be drawn between the data from these two sources.

The internationally recognized standard for statistics on worldwide military trade is the above-mentioned UN Register of Conventional Arms. It confines itself to specific categories of weapons systems, and does not include parts, components or the wide array of non-lethal support systems (such as radar equipment, simulators and software designed for military use) that make up a large proportion of Canada's military exports.

In 1999, exports of military goods amounted to some \$434 million, compared with \$421 million in 1998. As in previous years, NATO and AFCCL countries accounted for the major share (over 80 percent) of Canada's military exports. Also, as in the past, the majority (80 percent) of Canada's military exports went to high-income countries. Exports to low-income countries made up less than 0.01 percent of the total.

Canada's military export totals are modest by world standards (based on figures in the United Nations Register, Canada accounts for less than 1 percent of the world arms market), in a sector characterized by high-value transactions. Individual sales therefore may have a disproportionate effect on statistics. Major fluctuations in totals from one year to another often reflect the initiation or completion of one or two large contracts.

As Table 2 shows, Canada's largest military market in 1999 was the United Kingdom, which at \$198.8 million accounted for almost half our total exports. Of this amount, almost \$145 million was for simulators. Sales to Saudi Arabia rose from \$29.8 million to \$43.0 million, the vast bulk of which was for light armoured vehicles. By contrast, sales to Malaysia and Australia, our two largest markets in 1998, decreased from \$91.7 million to \$5.8 million, and from \$80.2 million to \$21.5 million, respectively. The seemingly large figure for Indonesia (\$21.7 million) reflects the sale of a single flight simulator for a transport aircraft. Similar wide upward or downward fluctuations can be seen when comparing 1998 and 1999 figures for a number of other countries. These fluctuations underscore how individual contracts can drastically alter the relative rankings of Canada's military markets, and the disproportionate effect of individual contracts. It is important therefore to consider the pattern of trade over a period of years and not to draw conclusions based on a jump or drop from any one year to the next.

Those wishing to know more about export controls on military and strategic goods may refer to our publication *Answers to Questions about Canada's Export Controls on Military Goods*. This document and other material related to Canada's export controls can be found at our Web site (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb>).

Notes on Methodology

The statistics in this Tenth Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following should be noted regarding the statistical tables:

- ◆ “Military goods” are defined as goods specifically designed or adapted for military use and controlled under Group 2 (Munitions) of the Export Control List (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been slightly revised to provide greater detail for the reader using internationally accepted terminology.
- ◆ As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States, which are estimated to account for over half of Canada’s exports of military goods and technology.
- ◆ The dollar value shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to report on permit utilization on a quarterly basis. The Annual Report is based on that information. Permit holders are now required to report against each individual permit; this enables more precise data capture than in past years.
- ◆ Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reflected in future annual reports. For example, the totals for 1998 have been revised to reflect additional information received since publication of the 1998 Annual Report.

Table 1
Exports of Military Goods by Destination
according to Security Groupings and Income
Export Period 01/01/99 – 31/12/99

Destination*	Value Exported (C\$)	
	1999	%
NATO (except U.S.) **	300 822 168	69
AFCCL (except NATO and U.S.)	51 079 639	12
Others	82 070 714	19
Total	433 972 516	100
High-income Countries *** (per capita GNP over US\$8955)	349 216 946	80.47
Middle-income Countries *** (per capita GNP US\$726 – \$8955)	84 755 470	19.53
Low-income Countries *** (per capita GNP below \$US725)	100	< 0.01
Total	433 972 516	100

* A list of NATO and AFCCL countries is presented in Annex 1.

** Permits are not required for exports of most Group 2 (Munitions) to the U.S.

*** Statistics and categories are based on the United Nations Development Program (UNDP) Human Development Report 1999.

Chart 1
Exports of Military Goods by Destination Categories
Export Period 01/01/99 – 31/12/99

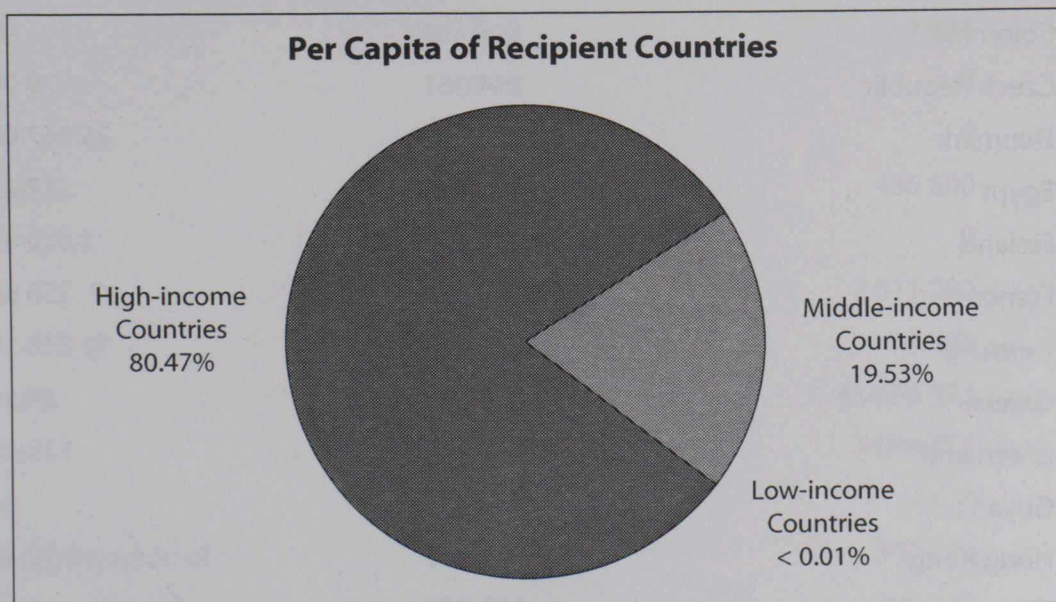
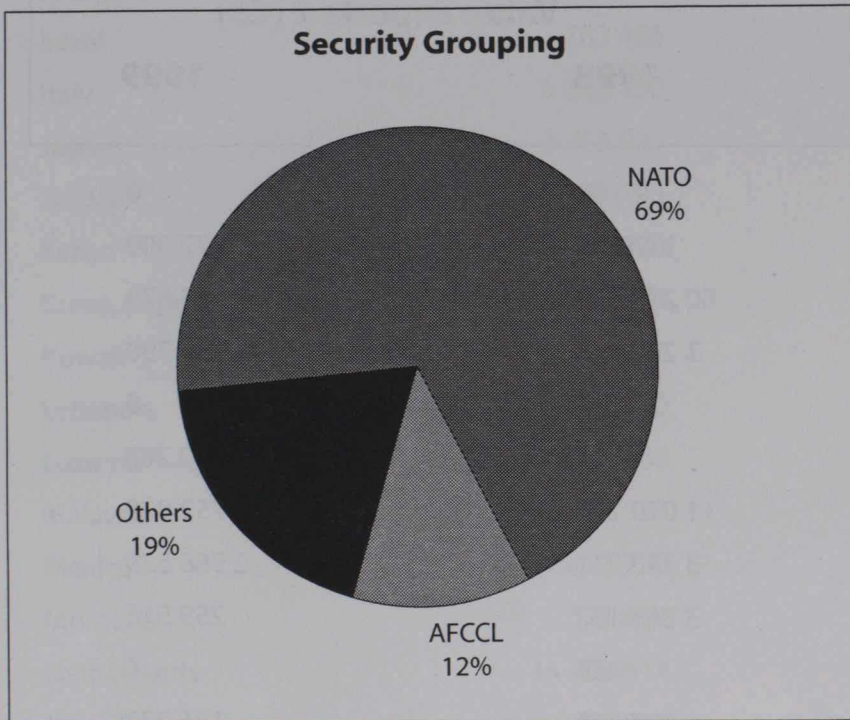


Table 2
Exports of Military Goods by Destination
Export Period 01/01/99 – 31/12/99

Country	Value Exported (C\$)	
	1998	1999
Andorra	2 165	0
Argentina	137 389	27 000
Australia	80 275 527	21 518 673
Austria	3 240 385	50 790
Bahrain	5 857	0
Bangladesh	0	920 208
Belgium	11 010 156	12 752 929
Botswana	3 728 231	2 968 529
Brazil	3 363 152	259 516
Bulgaria	450	0
Chile	597 776	126 273
China	814 170	0
Colombia	0	455
Czech Republic	794 061	70 086
Denmark	6 713 496	25 967 060
Egypt	622 403	217 213
Finland	3 511 945	2 030 472
France	15 063 832	7 350 610
Germany	4 400 994	13 938 183
Greece	1 943 587	37 448
Greenland	255 862	128 290
Guyana	250	0
Hong Kong	370 563	12 344
Hungary	29 511	0
Indonesia	3 559	21 764 175

Country	Value Exported (C\$)	
	1998	1999
Ireland	21 432	37 421
Israel	783 455	677 683
Italy	8 840 752	11 389 000
Japan	3 763 821	3 173 404
Jordan	187 795	0
Kenya	11 820	0
Korea, Republic of	4 719 275	3 762 151
Kuwait	492	132 767
Lebanon	14 000	0
Luxembourg	3 575 466	5 217 679
Malaysia	91 792 358	5 881 501
Mexico	1 671 730	262
Morocco	171 652	270 967
Netherlands	15 023 814	19 774 738
New Zealand	768 978	2 945 165
Norway	8 343 607	2 456 221
Oman	467 940	9 895
Pakistan	1 800	0
Peru	69 550	0
Philippines	1 069 175	436 600
Poland	750	0
Portugal	122 735	2 011 202
Qatar	0	82 105
Saudi Arabia	29 800 192	43 093 371
Singapore	2 857 066	1 088 806
Slovenia	0	4 620
South Africa, Republic of	368 204	603 723
Spain	716 554	374 710

Country	Value Exported (C\$)	
	1998	1999
Sri Lanka	250	0
St. Pierre & Miquelon	670	0
Sweden	3 877 025	5 827 595
Switzerland	1 166 025	229 138
Taiwan	3 202 336	732 443
Tanzania	0	100
Thailand	37 174 639	5 267 569
Trinidad & Tobago	1 000	0
Turkey	3 531 616	548 923
Ukraine	1 600	0
United Arab Emirates	4 123 639	3 251 915
United Kingdom	55 703 479	198 805 089
Venezuela	523 106	5 125 499
Total	421 354 485	433 972 516

Table 3
Exports of Military Goods by Component Categories
Export Period 01/01/99 – 31/12/99

Acronyms

APC armoured personnel carrier
AS anti-submarine
CW chemical weapons
LAV light armoured vehicle

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	
ARGENTINA				
2001	27 000			firearms
AUSTRALIA				
2001	103 655			firearms
2003	323 902			ammunition
2004			1 300	rocket components
2005			1 254 400	display panels
2006			3 424 341	APC components
2007			91 620	CW protection equipment
2008			1 667	explosive components
2009			817 102	ship parts, sonobuoys & sonars
2010			5 241 465	aircraft & engine parts
2011		5 414 850	746 140	AS & navigation equipment & parts
2013			443 633	armour
2014			3 550 968	simulator parts
2017		55 933		scuba systems
2018			47 697	technical data

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	
AUSTRIA				
2001	1 690			firearms
2007		49 100		CW protection equipment
BANGLADESH				
2021			920 208	operational simulation software
BELGIUM				
2001	33 549		71 350	firearms & parts
2003			6 671 790	large-calibre ammunition components
2009		4 663 000		sonar & parts
2010			801 506	aircraft parts
2011			369 455	sonar parts
2013			12 238	armour
2017		130 041		scuba systems
BOTSWANA				
2010	1 369 990		1 598 539	aircraft & parts
BRAZIL				
2006			2 160	vehicle parts
2010			188 033	aircraft parts
2011		69 323		klystron tube
CHILE				
2005		30 000		fire control system
2009		7 500		sonobuoys
2010			88 773	engines & aviation equipment parts

COLOMBIA

2010		455	aircraft parts
------	--	-----	----------------

CZECH, REPUBLIC

2001	25 385		firearms
2002		13 572	rocket launcher parts
2003		1	ammunition parts
2004		8 946	rocket parts
2011		22 181	aircraft parts
2018		1	data

DENMARK

2001		1	firearms parts
2003	21 230		ammunition
2007		432	gas mask parts
2009		115 967	sonar parts
2010	25 031 625	200 845	surveillance aircraft & parts
2011	537 500	59 460	radios & parts

EGYPT

2004		21 400	missile parts
2006		23 520	vehicle parts
2010		171 582	aircraft parts
2011		711	electronic components

FINLAND

2001	10 179		firearms
2010		2 018 498	aircraft parts
2011		1 795	circuit boards

FRANCE

2001	247 192		firearms & parts
2002		10 000	rocket launcher parts
2003			ammunition
2004		460	anti-armour parts
2005		390 019	fire control parts

Destination ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)			Comments
		Support Systems	Parts		

FRANCE (CONT.)

2006			102 400	optical parts
2007			87 521	gas mask parts
2009		3 106 960		sonobuoys
2010			122 147	aircraft parts
2011			493 849	radio parts
2014			36 309	simulator parts
2015		1 040 650	1 685 651	thermal imagers & parts
2016			14 400	forgings
2017			13 051	scuba systems
2018			1	technical documents

GERMANY

2001	333 528			firearms
2003	142 049			ammunition
2004			1 030 781	anti-armour parts
2005			73 882	fire control parts
2006			313 064	armoured vehicle parts
2007			1 834	CW protection equipment
2009			1 035 275	ship parts
2010			840 709	aviation-related equipment & aircraft parts
2011			1 647 839	electronic parts
2014			7 974 522	simulator parts
2015			441 619	parts for imaging systems
2017		103 080		scuba systems
2018			1	data package

GREECE

2001	6 863		firearms
2010		496	aircraft parts
2011		30 089	radio parts

GREENLAND

2001	17 694		firearms
2003	31 546		ammunition
2011		79 050	radar parts

HONG KONG

2001	12 344		firearms
------	--------	--	----------

INDONESIA

2010		50 000	aircraft parts
2014	21 714 175		simulator

IRELAND

2011		37 421	radar parts
------	--	--------	-------------

ISRAEL

2006		50 346	vehicle parts
2007		6 150	gas mask components
2009		126 604	naval electronic components
2010		314 583	aircraft parts
2015		180 000	scanner parts

ITALY

2001	36 968	530	firearms & parts
2005		143 830	optics
2006		94 524	APC parts
2009		938 924	submarine detection parts
2010		3 419 379	aircraft parts
2011		1 442 188	radio & doppler equipment parts
2014		5 312 657	simulator parts

Destination ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)			Comments
		Support Systems	Parts		
JAPAN					
2007			5 807		gas mask parts
2009			2 000		AS detection parts
2010			2 419 001		aircraft parts
2011			746 596		radio & navigation equipment parts
KOREA, REPUBLIC OF					
2003	400 000				ammunition
2005			89 087		thermal imaging & ballistic computer parts
2006			379 525		display panels
2009			226 381		sonobuoys & ship parts
2010			689 707		aircraft parts
2011			1 950 091		radio parts
2017		27 360			scuba systems
KUWAIT					
2006			1 869		APC parts
2010			40 898		aircraft parts
2011			90 000		electronic parts
LUXEMBOURG					
2001	3 000				firearms
2006			199 944		vehicle parts
2010			3 866 887		aircraft & aviation-related parts
2011			1 147 847		antenna units
MALAYSIA					
2002	4 997 162				rockets
2010			68 880		helicopter parts
2014			815 458		simulator parts
2018			1		technical data

MEXICO

2007		262	gas mask parts
------	--	-----	----------------

MOROCCO

2014		270 967	simulator parts
------	--	---------	-----------------

NETHERLANDS

2001	1 000		firearms
2003	2 000		ammunition
2005		6 618 048	fire control parts
2007		792	gas mask parts
2009		13 594	ship parts
2010		168 400	aircraft parts
2011		1 255 789	radar parts
2014	11 445 990	107 534	simulator & parts
2017	161 591		scuba systems

NEW ZEALAND

2002		9 610	rocket launcher parts
2003	788 740		grenades
2004		24 150	rocket parts
2007		8 402	CW protection equipment
2009	419 976		sonobouys
2010		1 563 048	aircraft parts
2011		119 630	electronic components
2017		11 609	scuba parts

NORWAY

2001	740		firearms
2002		320 000	artillery trainer
2003	6 000		ammunition
2004		452 900	rocket parts
2007		62 145	CW protection equipment
2011		310 280	electronic components
2017	1 252 156		scuba systems

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	
OMAN				
2006			1 480	vehicle parts
2010			8 415	aviation-related equipment parts
PHILIPPINES				
2001	21 600			firearms
2010			415 000	aircraft engine parts
PORTUGAL				
2004	1 357 984			rockets & parts
2011			653 217	sonar equipment parts
2018			1	data
QATAR				
2007			82 105	gas mask parts
SAUDI ARABIA				
2006	41 893 951		9 560	LAVs & parts
2010			26 945	aircraft parts
2011		934 169	228 746	radio equipment & parts
SINGAPORE				
2006			285 132	APC parts
2010		557 825		aviation-related equipment
2011		140 543		radios
2014			80 306	simulator parts
2017			25 000	data
SLOVENIA				
2007			4 620	gas mask parts

SOUTH AFRICA

2004		96 908	rocket parts
2010		181 342	helicopter parts
2011	210 987	72 486	navigation equipment & parts
2017	42 000		scuba systems

SPAIN

2006		19 980	APC parts
2010		28 260	aircraft engine
2011		326 470	radar parts

SWEDEN

2001	1 576		firearms
2006		62 645	APC parts
2007		1 307 342	gas mask parts
2010		1 410 829	aircraft engine parts
2011		74 037	radio parts
2014		80 306	simulator parts
2017		311	scuba parts

SWITZERLAND

2001	80 602		firearms
2004		20 304	rocket parts
2006		126 632	vehicle parts
2010		1 600	aircraft parts

TAIWAN

2009		235 378	ship parts
2010		28 039	aircraft parts
2011		665 026	radio components
2015	424 000		imagery system

TANZANIA

2001	100		firearms
------	-----	--	----------

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	

THAILAND

2001	184 808			firearms & parts
2005			681 241	optics
2006			3 457 576	APC parts
2010			914 233	helicopter parts
2011			29 711	radio parts

TURKEY

2010			163 500	aircraft parts
2011			316 048	avionic parts
2014			375	simulator parts
2017		69 000		scuba systems

UNITED ARAB EMIRATES

2003	249 200			ammunition
2009			1 163 597	naval electronic components
2010			1 839 118	aircraft engines

UNITED KINGDOM

2001			65 869	firearms & parts
2002			49 833	rocket launcher parts
2003	161 301		264 754	ammunition & components
2004	1 121 413		6 829 597	rockets & parts
2005		431 220	1 801	range finders & optics
2006		251 884	7 283 788	APC, fire control systems, vehicle parts
2007			92 035	gas mask parts
2009		861 548	6 065 870	sonobuoys, sonar & ship parts
2010			15 162 659	aircraft parts
2011			13 503 873	navigation & underwater detection equipment, parts

UNITED KINGDOM (CONT.)

2013	18 847	63 843	helmets & armour
2014	144 647 572	34 100	simulators & parts
2015		1 702 903	imaging equipment
2017	12 314		scuba systems
2018		173 065	production equipment, blueprints
2022		5 000	production technology

VENEZUELA

2010		1 306 925	aircraft parts
2010	3 818 574		communications & submarine detection equipment

GRAND TOTAL**433 972 516**

Table 4
Exports of Military Goods
by Export Control List Number
Export Period 01/01/99 – 31/12/99

ECL Number	Total Value (C\$)	
	1998	1999
2001 (including 5500)	9 386 373	1 287 223
2002	27 321 694	5 453 177
2003	18 522 344	9 061 513
2004	6 826 517	10 966 143
2005	9 081 804	9 713 528
2006	20 168 454	56 984 321
2007	1 981 998	1 800 167
2008	33 001	654 884
2009	26 314 893	19 799 676
2010	86 808 077	72 320 137
2011	74 075 721	36 892 754
2013	412 877	538 561
2014	122 856 336	198 961 788
2015	14 133 879	5 474 823
2016	0	14 400
2017	3 302 468	1 903 446
2018	13 179	220 767
2021	300 720	920 208
2022	0	5 000
Total	421 540 706	433 972 516

Annex 1 List of NATO and AFCCL Countries

NATO Countries ¹

Belgium
Canada
Czech Republic
Denmark
France
Germany
Greece
Hungary
Iceland
Italy
Luxembourg
Netherlands
Norway
Poland
Portugal
Spain
Turkey
United Kingdom
United States

AFCCL Countries ²

Australia
Belgium
Denmark
France
Germany
Italy
Netherlands
Norway
Saudi Arabia
Spain
Sweden
United Kingdom
United States

1 North Atlantic Treaty Organization

2 Automatic Firearms Country Control List

Annex 2

List of Wassenaar Arrangement Countries

Argentina	Luxembourg
Australia	Netherlands
Austria	New Zealand
Belgium	Norway
Bulgaria	Poland
Canada	Portugal
Czech Republic	Romania
Denmark	Russia
Finland	Slovakia
France	Spain
Germany	Sweden
Greece	Switzerland
Hungary	Turkey
Ireland	Ukraine
Italy	United Kingdom
Japan	United States
Korea, Republic of	

Annex 3

Description of ECL Group 2 (Munitions)

ECL Item No.	Description
2001	Firearms and automatic weapons with a calibre of 12.7 mm (0.5 inches), including firearms for sporting and competition purposes, and their components and accessories.
2002	Armaments with a calibre greater than 12.7 mm (0.5 inches), and their components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, grenades, smoke canisters, rockets, military pyrotechnics, demolition charges and their components.
2005	Fire control equipment, range-finding sensors, ballistic computers and related alerting and warning equipment, specially designed for military use, and their parts and their components.
2006	Ground vehicles specially designed or modified for military use (i.e., armoured vehicles; amphibious vehicles; recovery vehicles and vehicles for transporting weapons systems or ammunition) and related equipment and components.
2007	Equipment and components, such as masks and protective clothing, for detection of and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels, including propellants and related substances, specially designed for military purposes.
2009	Naval vessels, specially designed naval equipment and accessories such as engines, navigation systems and underwater detection equipment, and their components.
2010	Aircraft, helicopters, unmanned airborne vehicles and related equipment, engines and components, specially designed or modified for military use.
2011	Electronic equipment for military use, such as communications and electronic countermeasures equipment and radar systems.
2012	High-velocity kinetic energy weapons systems and related components.
2013	Armoured or protective equipment, such as armoured plates, body armour and military helmets and associated components.

ECL Item No.	Description
2014	Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios, such as computerized trainers and aircraft and vehicle simulators, and their components and accessories.
2015	Imaging or imaging countermeasures equipment, including photographic and thermal imaging equipment and specially designed components.
2016	Forgings, castings and semi-finished products, specially designed for products covered by Items 2001 to 2004, 2006, 2009, 2010, 2012 or 2019.
2017	Miscellaneous materiel, equipment and technical databases, specially designed for military use, and their components (i.e., diving apparatus; mobile workshops or bridges; military construction or field engineering equipment; signature suppression equipment or coatings and robotic equipment).
2018	Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
2019	Directed energy weapons systems and their countermeasures.
2020	Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
2021	Software specially designed for military applications.
2022	Technology

Annex 4 Additional Information

Below is a list of Web sites where further information or other points of view may be found.

Visit the Export and Import Controls Web site:

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

Links to a variety of DFAIT and other sites relating to arms control and international security issues can be found through the DFAIT home page at:

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-e.asp>

Some other web sites with data and diverse views on this and related issues include:

Canadian Aerospace Industries Association:

<http://www.aiac.ca>

The Canadian Defence Industries Association:

<http://www.cdia.ca>

Canadian Firearms Centre (includes information on firearms control in Canada):

<http://www.cfc-ccaf.gc.ca/>

Project Ploughshares:

<http://www.ploughshares.ca/>

The Stockholm International Peace Research Institute:

<http://www.sipri.se>

The United Nations:

<http://www.un.org>

Wassenaar:

<http://www.wassenaar.org>

2014

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2015

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2016

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2017

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2018

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2019

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2020

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2021

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2022

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.

2023

Exported equipment for military training of the armed forces of the United States and other countries. The equipment includes rifles, pistols, shotguns, and other firearms, as well as ammunition, explosives, and other military supplies.